

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

**Prévision
pour les années
2014 et 2015**

Mai 2014



Prévision pour les années 2014 et 2015

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2014 et 2015, les dépenses et recettes étant désormais stabilisées jusqu'à la fin avril 2014. Cette prévision intègre l'impact de la Convention du 14 mai qui prendra effet à partir du 1^{er} juillet prochain.

PRINCIPALES EVOLUTIONS MACROECONOMIQUES

Croissance

- + Selon les premiers résultats publiés par l'Insee le 15 mai, le PIB en France est resté inchangé au 1^{er} trimestre 2014, après une hausse de +0,2% au trimestre précédent. Ce résultat porte l'acquis de croissance pour 2014 à +0,3% en moyenne annuelle, après une croissance de +0,4% en 2013.
- + Les dernières informations conjoncturelles font état d'une stabilisation **des perspectives d'activité** en France. L'indicateur synthétique du climat des affaires, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, est quasi-stable depuis septembre 2013. Ainsi en mai, il s'établit six points sous sa moyenne de longue période. Selon l'estimation flash de l'Insee parue le 16 mai, **l'emploi salarié dans le secteur marchand** non agricole a reculé au 1^{er} trimestre 2014 : -23 600 postes, après +15 100 postes au trimestre précédent. L'emploi intérimaire a fortement diminué au premier trimestre 2014 (-24 900 postes, -4,6 %), effaçant ainsi sa hausse du trimestre précédent. De mars 2013 à mars 2014, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole enregistre une baisse de -57 200 postes.
- + Le Consensus des économistes de mai a laissé sa prévision de croissance pour 2014 inchangée par rapport à janvier. Le PIB progresserait ainsi de +0,8% en moyenne annuelle en 2014. Pour 2015, la croissance progresserait de +1,3% en moyenne annuelle. La prévision d'équilibre financier de l'Unédic, qui s'appuie sur ce Consensus, table sur un rebond de la croissance au 2^{ème} trimestre 2014 : +0,3% après +0,0% au trimestre précédent. L'activité augmenterait par la suite de manière très graduelle jusqu'à la fin de l'année 2015. En outre, l'inflation serait limitée à +1,0% en moyenne annuelle en 2014 et à +1,3% en 2015.

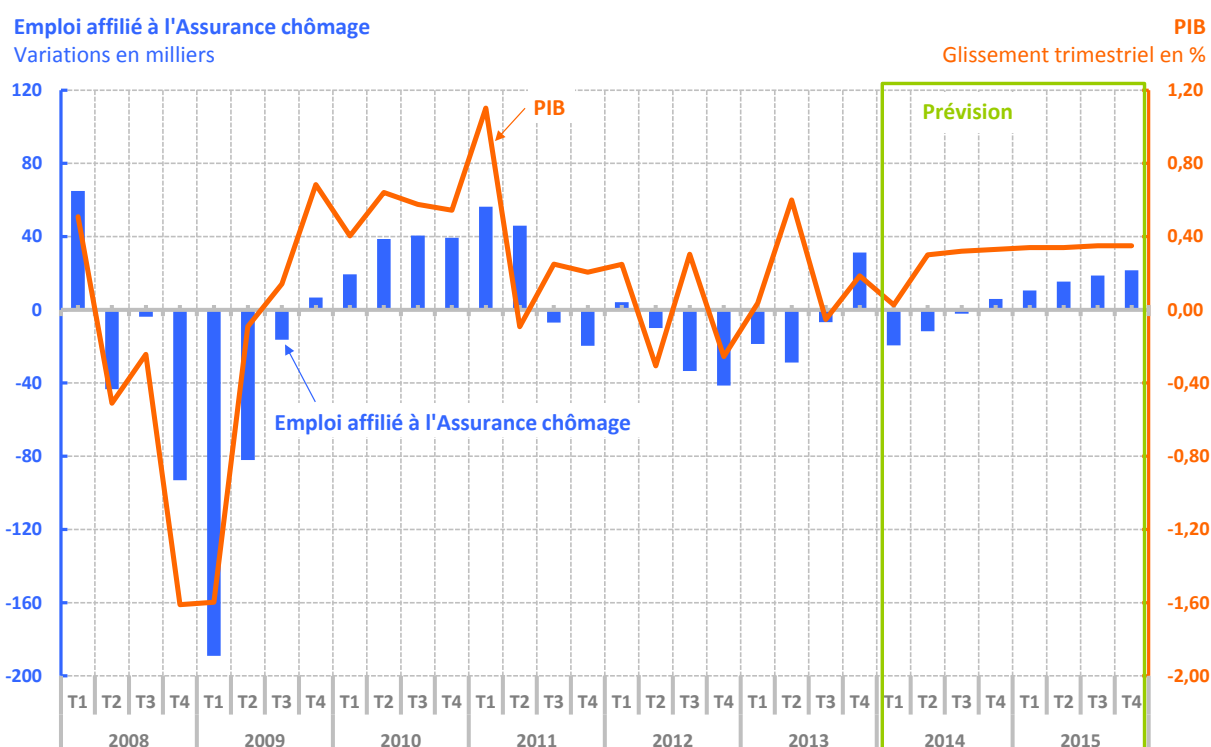
Emploi affilié et masse salariale

- + Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, l'**emploi affilié à l'Assurance chômage** est en recul, conjointement à la détérioration des perspectives de croissance. Cette tendance s'est inversée au 4^{ème} trimestre 2013 : +31 000 postes ont ainsi été créés, après -7 000 au trimestre précédent.

En raison de la faiblesse de l'activité et des délais habituels d'ajustement de l'emploi à la croissance, l'emploi affilié à l'Assurance chômage reculerait à nouveau au premier semestre 2014 : respectivement -19 000 postes et -12 000 postes estimés aux 1^{ers} et 2^{èmes} trimestres. Au second semestre 2014, l'emploi affilié à l'Assurance chômage se stabiliserait et progresserait même à nouveau à partir du 4^{ème} trimestre. Cette amélioration tiendrait pour partie aux effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)¹. Au final, sur l'année 2014, 27 000 postes seraient détruits.

En 2015, sous les effets conjoints de l'amélioration de la croissance et des effets du CICE et du pacte de responsabilité, l'emploi affilié à l'Assurance chômage progresserait tout au long de l'année. Sur l'ensemble de l'année, 66 000 emplois affiliés à l'Assurance chômage seraient créés.

Graphique 1 - Préviation de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : Insee, Pôle emploi, Prévisions Unédic.

- + Au 4^{ème} trimestre 2013, le **saire moyen par tête (SMPT)** a progressé de +0,3%, comme au trimestre précédent. La croissance du SMPT s'est ainsi établie à +1,8% en moyenne annuelle en 2013, après une progression de +2,2% en 2012. En 2014, le SMPT ralentirait à +1,5%, en lien

¹ Cette mesure, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, dont certains effets s'apparentent à ceux d'une baisse de cotisations sociales, entraînant une diminution des coûts du travail. Selon les estimations faites par l'OFCE fin 2012 et confirmées dans sa prévision d'automne 2013, le CICE engendrerait 23 000 créations d'emplois en 2013, 46 000 en 2014 et 30 000 en 2015.

avec la faible inflation et la hausse du chômage. En 2015, le niveau de taux de chômage élevé continuerait de peser sur le pouvoir de négociation des salariés, et la progression du SMPT serait limitée à +1,8%.

- + Au 4^{ème} trimestre 2013, la **masse salariale** a progressé de +0,3%, comme au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2013, la masse salariale est en hausse de +1,2%, après +2,1% en 2012. Conjointement au ralentissement du SMPT et au recul de l'emploi affilié, la progression de la masse salariale se limiterait à +1,4% en 2014. En 2015, la masse salariale progresserait de +1,9%, en lien avec l'amélioration de l'emploi.

Chômage

- + Sous l'effet des destructions d'emplois, le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a poursuivi sa hausse au 1^{er} trimestre 2014 : +42 000 inscrits, après +23 000 au 4^{ème} trimestre 2013.

Sur le reste de l'année, la hausse des demandeurs d'emploi en catégorie A se poursuivrait à un rythme ralenti. En effet, l'emploi total progresserait à nouveau grâce au ralentissement des destructions d'emploi marchand et aux contrats aidés dans le non marchand. Cela ne serait cependant pas suffisant pour compenser le dynamisme de la population active. Au total, la catégorie A augmenterait de +103 200 inscrits sur l'année.

En 2015, avec l'arrêt des entrées dans les dispositifs d'emploi d'avenir, l'emploi total ralentirait. Au final, sur l'ensemble de l'année, la catégorie A augmenterait encore de +60 000 inscrits.

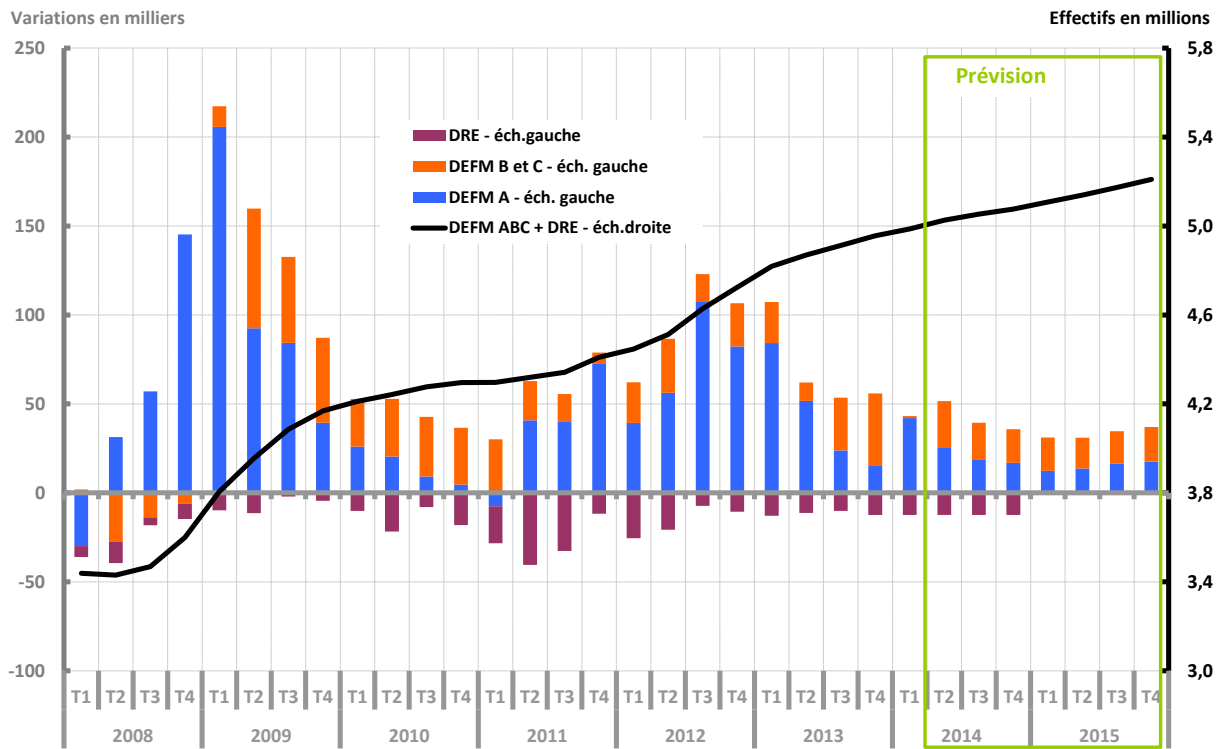
- + Au 1^{er} trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé dans le mois une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire (**catégories B et C**) s'est stabilisé : +1 200 inscrits, après +40 800 au trimestre précédent.

Sous l'effet de la reprise de la croissance, les activités professionnelles occasionnelles seraient à nouveau dynamiques sur le reste de l'année 2014 ; ce dynamisme se poursuivrait en 2015. Le nombre d'inscrits en catégories B et C progresserait de respectivement +67 000 et +74 000 sur 2014 et 2015.

- + Suite à l'arrêt des entrées dans le dispositif des **dispensés de recherche d'emploi (DRE)** en 2011, l'effectif des DRE a continué à diminuer au 1^{er} trimestre 2014 (-12 000 inscrits). Sa baisse se poursuivrait pour atteindre -50 000 inscrits sur l'ensemble de l'année 2014, conduisant ainsi à l'extinction complète de ce dispositif en fin d'année.

- + Au final, l'accroissement du **potentiel indemnisable** (DEFM A, B, C + DRE) serait de +120 000 en 2014 puis de +134 000 en 2015, après +232 000 en 2013.

Graphique 2 - Prédiction de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

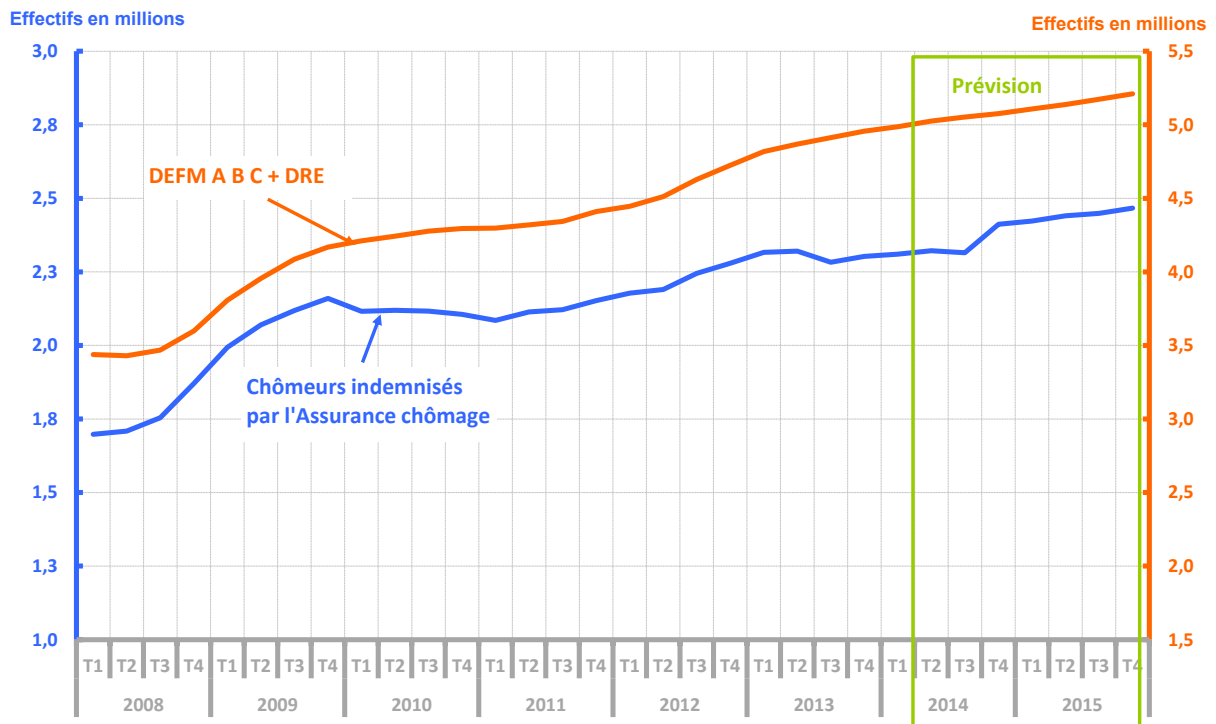


Sources : Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

Chômage indemnisé

- + Au 1^{er} trimestre 2014, conjointement à la hausse du potentiel indemnisable, l'effectif de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage a continué à augmenter. Cette hausse se poursuivrait au trimestre suivant, en lien avec la poursuite de la hausse du potentiel indemnisable. Au second semestre, la mise en œuvre de la nouvelle Convention d'Assurance chômage aurait pour effet d'augmenter fortement le nombre d'allocataires. En effet, la suppression des seuils conditionnant le cumul entre l'allocation d'assurance chômage et le salaire ainsi que la mise en place des droits rechargeables se traduirait par un élargissement de l'accès à l'indemnisation. Au final, fin décembre 2014, on dénombrerait 2 412 000 chômeurs indemnisés, soit une hausse de +109 000 indemnisés sur l'année, dont +83 000 seraient imputables au seul effet de la nouvelle Convention.
- + En 2015, avec la poursuite de la montée en charge des effets de la nouvelle Convention, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (ARE) s'accroîtrait à nouveau, quoique plus modérément. Le nombre d'inscrits augmenterait ainsi de +55 000 personnes, dont +23 000 imputables à la nouvelle Convention.

Graphique 3 - Prédiction du potentiel indemnisable et des chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage, France entière, hors CRP, CTP, CSP, formation, données cvs.

EN RESUME :

Principales évolutions macroéconomiques

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une croissance de +0,8% en 2014 et de +1,3% en 2015. Le potentiel indemnisable (demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et dispensés de recherche d'emploi) croîtrait de +120 000 en 2014 puis de +134 000 en 2015. La mise en œuvre de la nouvelle Convention aurait un impact de +83 000 inscrits en 2014 et +23 000 en 2015. Au final, la hausse du nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage serait de respectivement +109 000 inscrits en 2014 et +55 000 en 2015.

Tableau 1 - Principales évolutions macroéconomiques

	2013 Réalisé	2014 Prévision	2015 Prévision
Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage (moyenne annuelle en %)			
PIB	0.4%	0.8%	1.3%
Indice des prix à la consommation	0.9%	1.0%	1.3%
Emploi total	-0.3%	0.3%	0.3%
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0.6%	-0.1%	0.2%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	1.8%	1.5%	1.8%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	1.2%	1.4%	1.9%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	3.6%	1.5%	5.0%
Emploi, Chômage (niveau en fin de période CVS)			
Emploi total	26 347 900	26 401 300	26 466 700
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	16 445 300	16 417 900	16 484 300
Taux de chômage BIT	9.8%	10.0%	10.0%
DEFM A (demandeurs d'emploi en catégorie A)	3 307 300	3 410 400	3 470 500
DEFM catégories B, C	1 599 000	1 666 000	1 739 800
Dispensés de recherche d'emploi	49 800	0	0
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	4 956 100	5 076 400	5 210 300
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	2 302 800	2 412 100	2 467 100
Emploi, Chômage (variation sur la période)			
Emploi total	28 800	53 400	65 400
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-23 000	-27 400	66 400
DEFM catégorie A	174 800	103 100	60 100
DEFM catégories B, C	104 000	67 000	73 800
DRE	-46 800	-49 800	0
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	232 000	120 300	133 900
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	23 400	109 300	55 000

Emploi total, emploi affilié et DEFM : France métropolitaine

SMPT et masse salariale : France entière - Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

Chômage indemnisé : France entière - Hors formation, CRP, CTP, CSP - Données cvs

Sources : Insee, Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

Situation financière de l'Assurance chômage

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une croissance du PIB de +0,8% en 2014 et +1,3% en 2015.

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un déficit de -3,6 milliards d'euros en 2015, après -3,7 milliards en 2014.

La situation financière de l'Assurance chômage serait de -24,9 milliards d'euros à fin 2015.

Tableau 2 - Situation financière de l'Assurance chômage résumée

En millions d'euros, au 31 décembre	2013 Estimation	2014 Prévision	2015 Prévision
<i>Contributions et autres produits</i>	33 197 (+2,3%)	33 775 (+1,7%)	34 559 (+2,3%)
Total des recettes	33 233	33 803	34 559
<i>Dépenses allocataires</i>	33 694 (+5,7%)	34 026 (+1,0%)	34 327 (+0,9%)
Total des dépenses	37 230	37 755	38 148
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-3 997	-3 952	-3 589
Éléments exceptionnels	200	206	0
Variation de Trésorerie	-3 797	-3 747	-3 589
Situation de l'Endettement net bancaire	-17 588	-21 335	-24 924

Note : +200 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2013 et +206 M€ en 2014 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.

Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée

En millions d'euros, au 31 décembre

	2013 Estimation	2014 Prévision	2015 Prévision
Contributions et autres produits	33 197	33 775	34 559
Contributions	32 319	32 860	33 597
Autres produits, conventions diverses (y compris UE)	224	239	289
Participation entreprise CSP / CRP	654	676	673
Gestion administrative	36	28	0
Total recettes	33 233	33 803	34 559

Dépenses allocataires	33 694	34 026	34 327
Allocations brutes	30 846	31 169	31 244
ARE / AREF	29 738	30 002	30 090
CSP / CRP / CTP, y compris équivalents ARE	1 924	1 991	1 980
Indus, avances et acomptes	-822	-829	-832
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
Aides	901	914	1 000
Aides à la reprise et création d'entreprise	743	754	837
Autres aides (adr, aide fin de droit, ...)	158	160	163
Prélèvements sociaux	-1 836	-1 852	-1 857
Caisses de retraites complémentaire	-1 274	-1 285	-1 289
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-562	-567	-568
Reversements et compléments	3 784	3 796	3 940
Caisses de retraites complémentaire (dont précomptes)	3 222	3 229	3 372
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	562	567	568
Dépenses autres publics	56	92	92
Activité partielle, allocation partielle de longue durée (APLD)	48	87	87
Autres (AS-FNE, Plan rebond, ...)	8	5	5
Financement et frais de gestion opérateurs	3 249	3 301	3 357
10% Pôle Emploi ⁽¹⁾	3 138	3 188	3 242
Autres frais (accompagnement CSP, recouvrements)	111	113	115
Frais de gestion et décaissements sur immobilisations	60	38	30
Intérêts nets sur emprunts	170	298	341
Total Dépenses	37 230	37 755	38 148

SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-3 997	-3 952	-3 589
------------------------------------	---------------	---------------	---------------

Éléments exceptionnels⁽²⁾	200	206	0
---	------------	------------	----------

Variation de Trésorerie	-3 797	-3 747	-3 589
--------------------------------	---------------	---------------	---------------

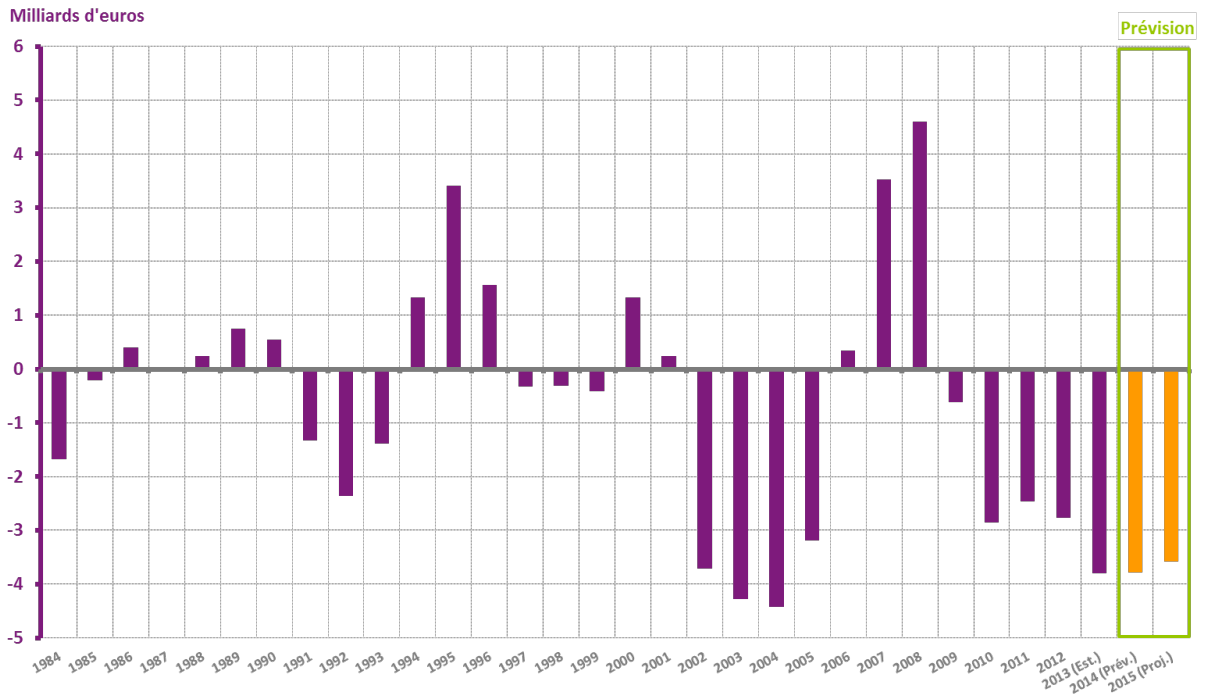
Situation de l'Endettement net bancaire	-17 588	-21 335	-24 924
--	----------------	----------------	----------------

(1) Le montant de la contribution de l'Unédic au financement de Pôle emploi en 2015 est estimé.

(2) +200 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2013 et +206 M€ en 2014 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.

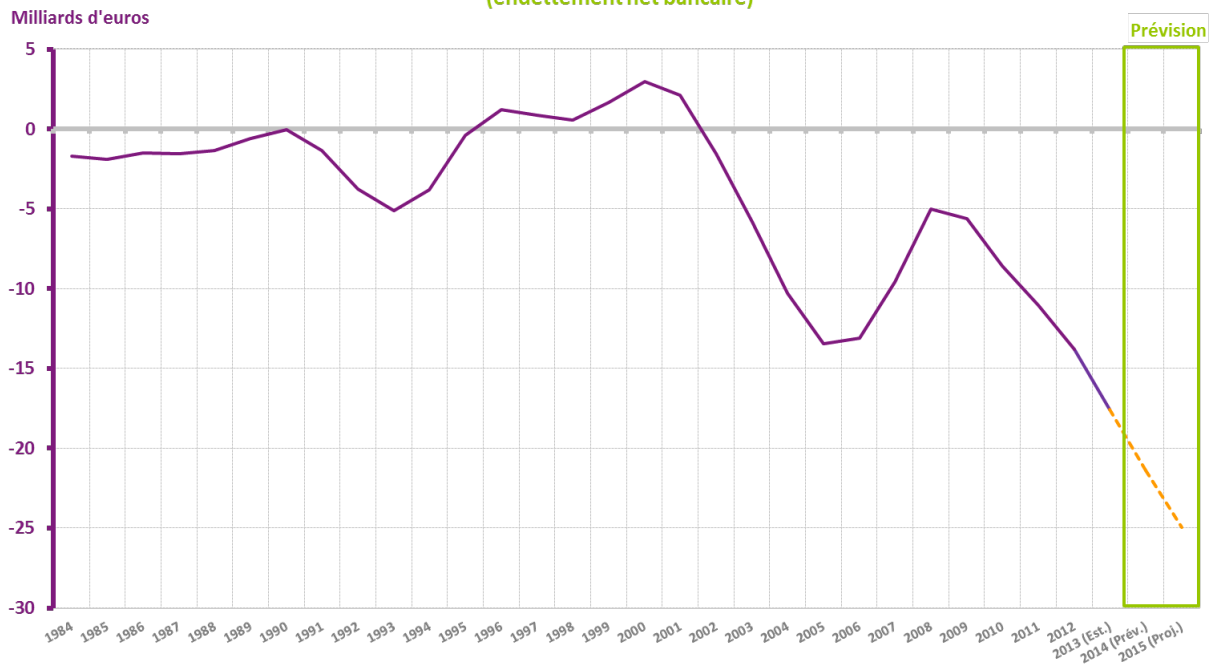
Annexe 1 - Évolutions financières du régime d'Assurance chômage

Variations annuelles de trésorerie de l'Assurance chômage



Source : Équilibre technique, Unédic

Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre (endettement net bancaire)

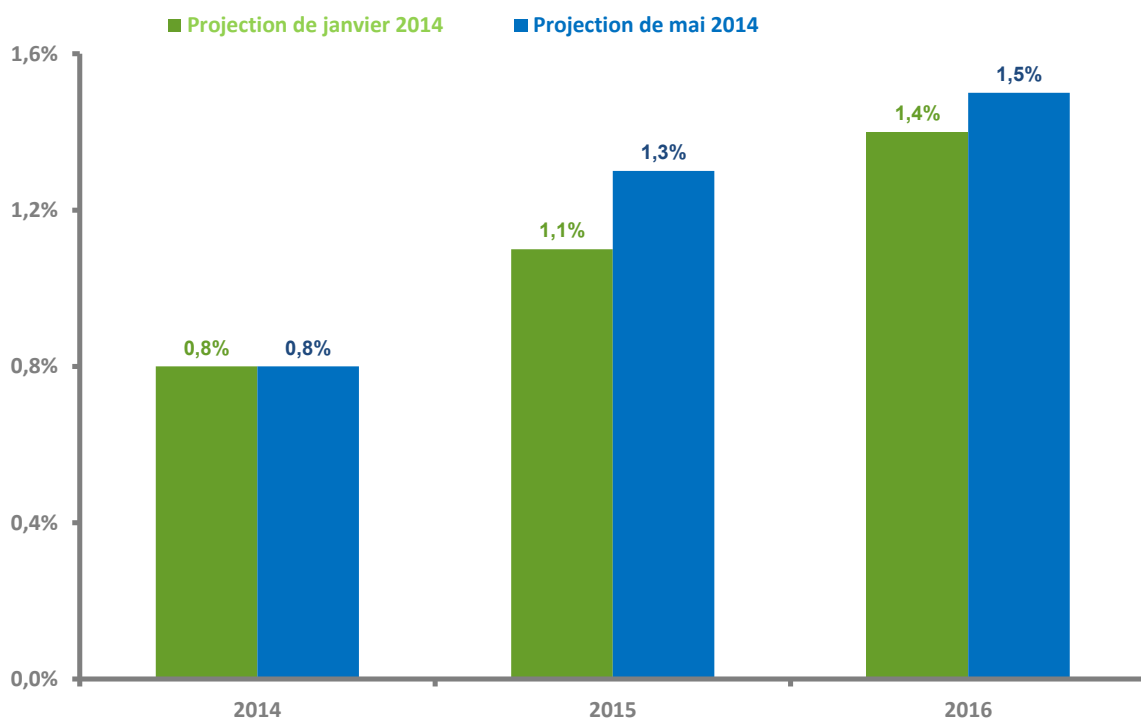


Source : Équilibre technique, Unédic

Annexe 1 - PROJECTION FINANCIERE A l'horizon 2016

Les prévisions financières de 2014 et 2015 sont celles présentées dans la note d'équilibre technique du Bureau du 22 mai. La projection financière de 2016 est basée sur les dernières projections à long terme de croissance et d'inflation du Consensus Forecasts, parues en avril 2014. En 2016, la croissance accélérerait à +1,5 %.

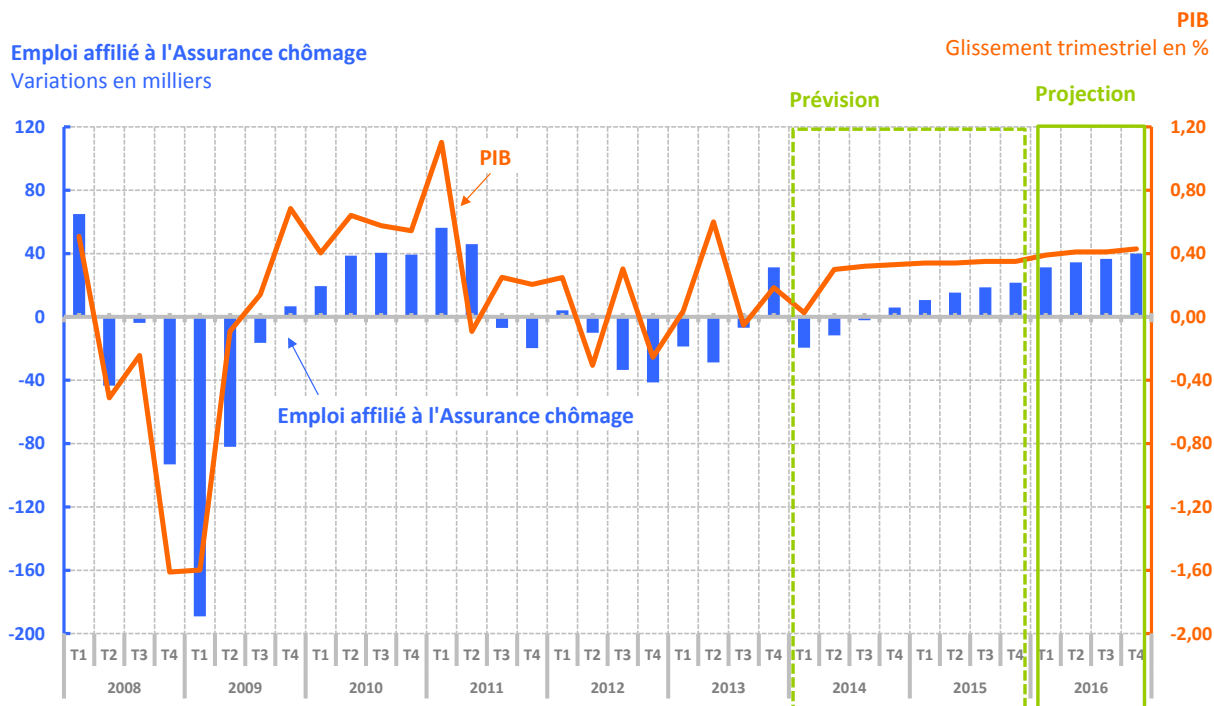
Graphique 1 - Croissance du PIB prévue par le Consensus pour 2014 à 2016
Moyenne annuelle en %



Sources : Consensus Forecasts.

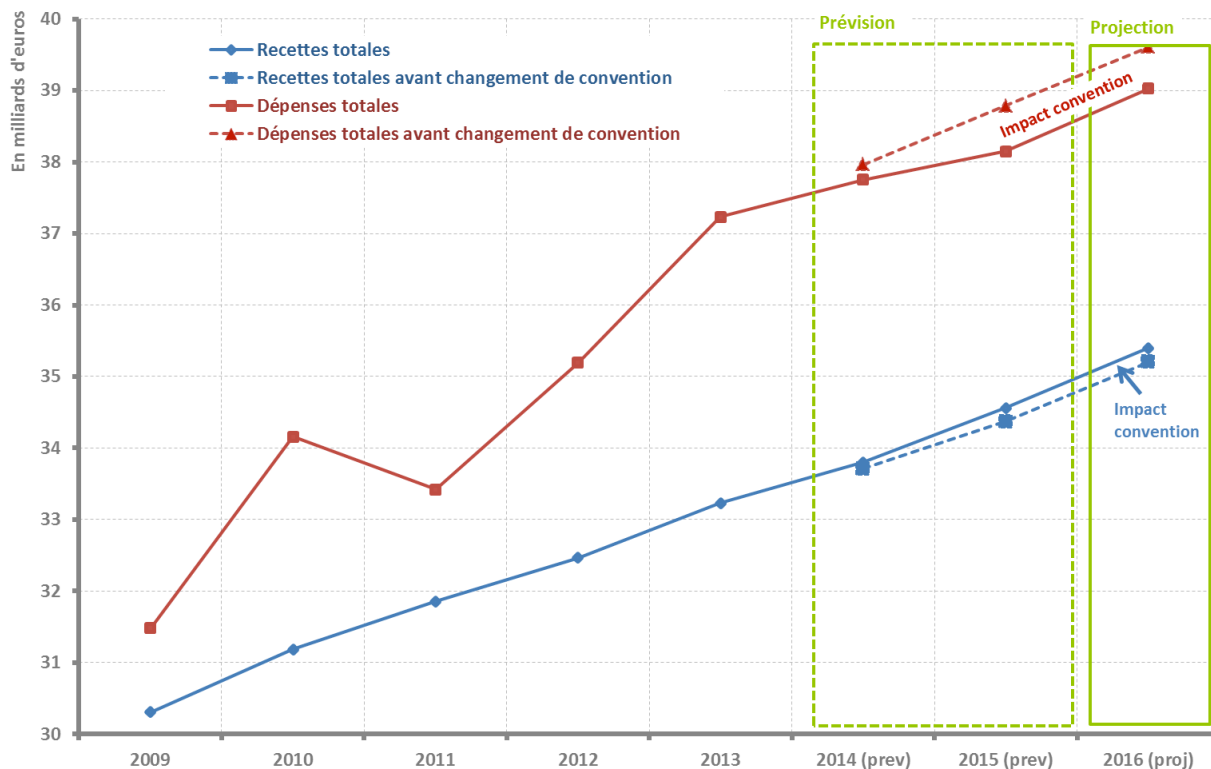
En 2016, l'amélioration de la croissance expliquerait pour moitié la hausse de l'emploi affilié, le reste relevant des effets positifs du pacte de responsabilité et du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi.

Graphique 2 - Projection d'emploi affilié associée au scénario de croissance



Source : Insee, Pôle emploi, projections Unédic.
Champ de l'emploi affilié : France métropolitaine.

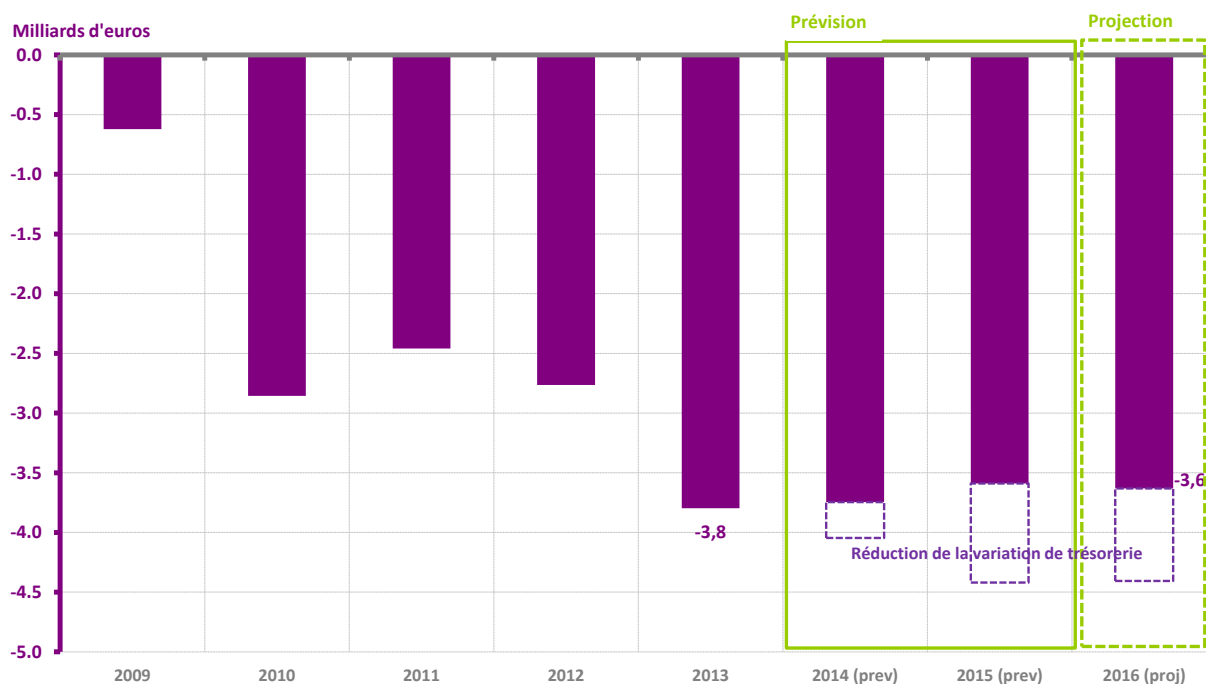
Graphique 3 - Projections des recettes et dépenses et impact de la convention



Source : Unédic, projections Unédic.

En 2016, la variation de trésorerie serait réduite de 776 millions d'euros sous l'effet de la nouvelle convention : elle serait alors de -3,6 milliards d'euros.

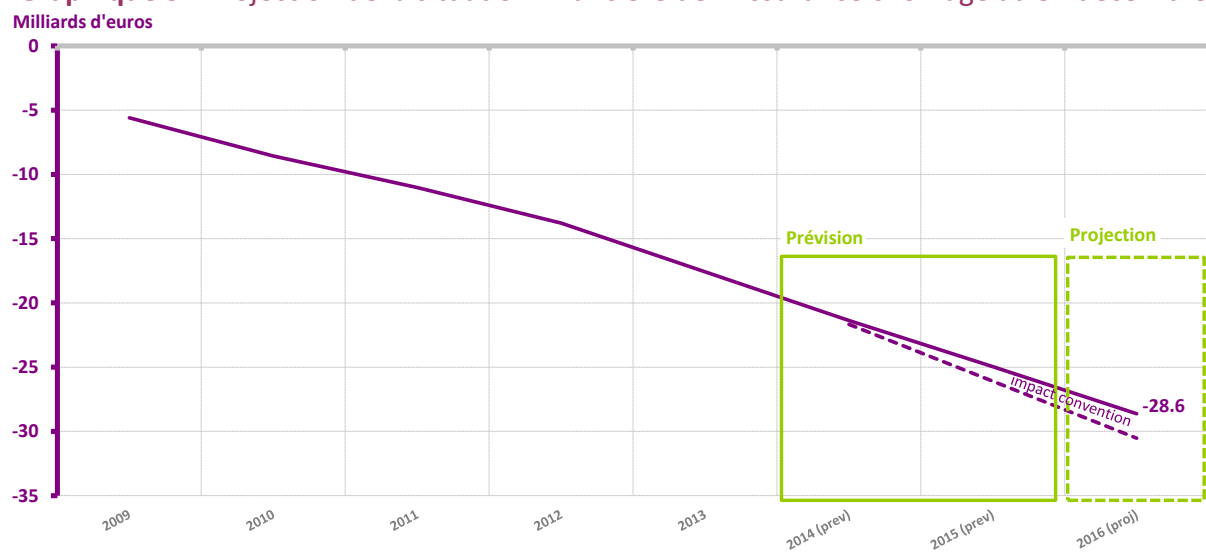
Graphique 4 - Projection de la variation de trésorerie et impact de la convention



Source : Unédic, projections Unédic.

Sur l'ensemble des trois années 2014-2016, la nouvelle convention réduirait la dette de 1,9 milliards d'euros, et la dette atteindrait -28,6 milliards d'euros fin 2016.

Graphique 5 - Projection de la situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre



Source : Unédic, projections Unédic.

Tableau 1 - Synthèse financière

En millions d'euros, au 31 décembre	2014 Prévision	2015 Prévision	2016 Prévision
<i>Contributions et autres produits</i>	33 775	34 559	35 397
Total des recettes	33 803	34 559	35 397
<i>Dépenses allocataires</i>	34 026	34 327	35 021
Total des dépenses	37 755	38 148	39 029
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-3 952	-3 589	-3 631
Éléments exceptionnels	206	0	0
Variation de Trésorerie	-3 747	-3 589	-3 631
Situation de l'Endettement net bancaire	-21 335	-24 924	-28 555

Note : +206 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2014 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.